

Manifeste pour une nouvelle Participation, dans une nouvelle Économie

J'ai rédigé ce texte en forme d'adieu à une action politique qui m'a occupé de nombreuses années, et qu'il m'est difficile maintenant de suivre. Je suis vieux et fatigué.

Le système Socio-Économique actuel

•• Notre civilisation vit actuellement dans des structures Sociales et Économiques qui furent établies par la Convention, lors de la grande réforme faite en France en 1789. Elles furent organisées pour mettre de l'ordre dans le domaine agraire, notamment concernant le droit au sol, à sa propriété, et aux règles de sa dévolution. Elles furent ensuite assez répandues par Napoléon 1er dans toute l'Europe.

Je cite De Gaulle dans sa lettre à Loichot du 11 avril 1966 :

« J'ai eu, récemment, l'occasion de vous dire à quel point m'intéressaient les idées dont vous voici devenu l'apôtre. Aujourd'hui, ayant lu votre ouvrage « la Réforme Pan Capitaliste », je tiens à vous écrire que j'en ai été fort impressionné.

Peut-être savez-vous que, depuis toujours, je cherche, un peu à tâtons, la façon pratique de déterminer le changement, non point du niveau de vie, mais bien de la condition de l'ouvrier. Dans notre société industrielle, ce doit être le recommencement de tout, comme l'accès à la propriété le fut dans notre ancienne société agricole. »

La valeur du sol constituait alors la part la plus importante des apports dans les Sociétés. Puis, peu à peu, s'agrégea tout un système capitalistique provenant de découvertes ou d'inventions innovantes, avec la création d'Établissements industriels qui en résulta.

La production et la productivité de ces nouveaux Établissements ne dépendirent alors plus de la valeur du sol, mais :

- des apports en capital ou en industrie,
- des matières premières utilisées,
- des outils et machines abritées dans ces Établissements,
- de l'extension de leurs débouchés vers de nouveaux marchés,
- et des nouvelles compétences demandées aux agents de production.

Notre système économique-social souffrit donc peu à peu d'un déficit structurel d'organisation.

Mais, progressivement, l'adoption de règles comptables et fiscales nouvelles, associées à la création, par les nations concernées, d'espaces économiques qu'elles définirent, délimitèrent, gèrent et contrôlèrent, était parvenue, au milieu du siècle dernier (1950), à rendre ce système économiquement viable, sinon socialement supportable.

Les nouvelles données

•• **Aujourd'hui**, alors qu'est encore loin d'être achevée cette adaptation à l'économie industrielle de l'économie primitive de type agraire, nous sommes confrontés à deux nouveaux phénomènes inattendus :

- Une révolution extraordinaire de nos moyens de communication. Elle rend possible des actions économiques qui sont situées, dirigées, et s'exercent hors des frontières nationales et de leur autorité. Ces actions sont donc incontrôlables par les États. Cette révolution entraîne la désorganisation de nos systèmes monétaire et financier. Une des premières conséquences est la mondialisation.

- L'arrivée massive de capitaux de nature virtuelle. Ces capitaux virtuels sont constitués par les liquidités qui ne sont pas engendrées par du travail réellement effectué, mais soit:

- proviennent de manipulations financières, voire monétaires, souvent à des fins purement spéculatives, pour ne pas dire malhonnêtes,
- sont engendrées par les technologies nouvelles, les brevets, le know-how des entreprises impliquées, avec la culture d'entreprise associée.

La première grande manifestation de ces capitaux virtuels fut celle des petro-dollars, initiée à la demande des USA par les producteurs de pétrole de l'Opep, avec l'appui de la Banque Centrale américaine, qui naturalisa les dollars utilisés. On vendit alors 12 dollars un baril dont le coût de production était inférieur à 1 dollar : les 11 dollars de différence constituèrent les fameux petro-dollars, de nature totalement virtuelle, pour ne pas dire malhonnête. Depuis, ce système s'est développé dans d'autres champs d'application, devenant responsable de flux incontrôlés de dollars, et des graves crises qu'elles entraînent, affectant à répétition notre équilibre économique.

Jusqu'alors, le poids des capitaux traditionnels était mesurable au travers de la comptabilité des entreprises, des comptabilités fiscales, des comptabilités nationales et internationales. La Bourse permettait alors, en général, d'appréhender ce poids dans des limites satisfaisantes. Il en était de même pour l'évaluation patrimoniale de ces entreprises.

Par contre, le poids des capitaux virtuels est, lui, très difficilement mesurable. Leur estimation est, pour le moment, complètement arbitraire.

De plus, il faut noter que **la Bourse**, qui constituait le thermomètre financier et économique traditionnel, n'est plus, comme on l'enseignait jadis en Économie Politique, un marché presque parfait entre une offre et une demande mesurables et moralement justifiées. Sa responsabilité et son fonctionnement, autrefois régaliens, ont été abandonnés, par les États, à des structures privées indépendantes, entre autres aux banques, aux assurances, ou à leurs succédanés. Cette Bourse est devenue une véritable foire d'empoigne. Elle perd aujourd'hui toute sa pertinence dès qu'il s'agit :

- soit de mesurer le capital des entreprises, en particulier pour celles où ces capitaux virtuels ont pris une grande importance, voire devenus majoritaires,
- soit de mesurer les flux capitalistiques qui circulent dans le monde entier.

Des opérations de grande envergure peuvent maintenant être menées, dans le secret, par des individus ou des groupes souvent incontrôlés et toujours incontrôlables, ayant des objectifs inavoués et souvent inavouables. On peut par exemple voir réalisées des opérations boursières par des traders sans morale, voire malhonnêtes.

En fait, le fonctionnement de notre système économique mondial est maintenant en danger, car non mesurable par des critères comptables ou économiques ayant aujourd'hui perdu leur pertinence.

C'est une véritable épée de Damoclès suspendue sur notre Économie, voire sur notre Civilisation.

•• **Enfin**, il est clair que tous les mécanismes socio-économiques actuellement en place **heurten les sentiments profonds que nous avons du bien et du mal, du beau et du laid, du juste et de l'injuste**, sentiments qui sont le fondement de notre civilisation, mais qui, aujourd'hui, sont de plus en plus contrebattus par ce nouveau système socio-économique. Le « Roi » avait déjà plus ou moins perdu son épée et sa balance. Aujourd'hui, le « Roi est Nu », comme l'a si bien vu Alfred Jarry.

Il n'est que temps de reprendre la main. **Il n'est que temps de revenir aux fondamentaux de notre civilisation.**

Une nouvelle Économie à établir

• Les nouveaux aspects de l'Économie ont certainement été, et sont, abordés et étudiés de par le monde par plusieurs unités de recherche prospective. Il devient urgent que leurs résultats soient centralisés dans un organisme qui en assure la conservation, l'analyse, et la diffusion. Pourquoi pas en Europe. À partir de ces résultats pourraient alors être tirées les synthèses et conclusions nécessaires à l'établissement d'une Nouvelle Économie.

Devra être défini en priorité un véritable Statut de l'Entreprise, face aux sociétés de capitaux, que ceux-ci soient traditionnels ou virtuels. Ces Sociétés sont toujours les seules structures légales reconnues. Comme l'a écrit André Bouillot, ancien D.G. de la SNPA :

« Il n'y a pas de définition juridique de l'entreprise. Le droit ne prévoit que la Société de capitaux et seuls les capitalistes et les actionnaires ont un pouvoir de décision.

« Or, l'entreprise rassemble capitaux, apports matériels ou immatériels (brevets p. ex.), et les talents de tous niveaux.

« Reste à organiser leur coexistence, leurs droits et devoirs, et leurs responsabilités.

Ce statut devra être pertinent et être adaptable à l'ensemble de nos pays.

Incidences particulières

Il est clair que ces études déboucheront sur une remise en cause, non seulement des mécanismes de notre système actuel socio-économique, mais, vraisemblablement aussi, des archétypes sociétaux qui le conditionnent. :

• Par exemple, la Propriété :

- Quelle est la **nature** des objets que recouvre cette notion ?
- Quelles sont ses **limites** en valeur et en durée?
- Quels sont les **modèles** gérant sa création, son acquisition, sa dévolution?
- Quelle sera son **évolution** ?

• **Par exemple le Travail :**

- Quelle est sa **nature** ?
 - Le Travail est-il une obligation intrinsèque de l'Homme, ou sa nécessité est-elle une conséquence de la Vie de l'homme en Société ? Quelle Société ?
- Son **appréciation** est-elle liée à la valeur de sa production, où n'est-elle représentative que du temps passé par l'exécutant à cette production ?
- Sa **pénibilité** est-elle un facteur dominant ou seulement un correctif circonstanciel ?

• **Avec les corollaires :**

- Le Juste Prix du Travail ? Qui le détermine ? Sur quels critères ?
- Le Juste Prix des Productions ? Ne dépend-il que des Lois de l'Offre et de la Demande, c'est-à-dire des Lois du ou des Marchés ?
- Y a-t-il une corrélation entre le juste prix du Travail et le juste prix des Productions ?

• **Par exemple, les limites géographiques :**

À l'intérieur desquelles notre nouveau système économique devrait s'appliquer et être juridiquement et physiquement protégé .

Vers une Nouvelle Participation

La Participation proposée dans les années cinquante constituait à l'époque une remise à l'équerre satisfaisante.

Elle proposait de désaliéner le travailleur, c'est-à-dire de lui redonner ce que le système implicite de l'époque lui avait progressivement aliéné depuis l'avènement de l'économie industrielle, en gros depuis 1750.

Il ne s'agissait en 1950 que d'améliorer un système économique sans doute obsolète car né dans un environnement agraire qui avait prospéré jusqu'en 1789, mais qui, depuis, n'était pas encore réellement adapté au développement du nouvel environnement socio-industriel.

La Nouvelle Économie qui s'impose maintenant constitue l'environnement dans lequel il va falloir instaurer une Nouvelle Participation.

Notre système économique-social et ses structures deviennent très différents de ceux des années cinquante.

En particulier, s'il était facile alors de se référer aux mesures traditionnelles des plus-values, de l'accroissement du patrimoine, ou de l'accroissement des valeurs d'actif, nécessaires à l'établissement de la Participation recherchée, comment, dans ce nouveau système capitalistique, mesurer aujourd'hui toutes ces valeurs dont la connaissance est cependant indispensable pour proposer une désaliénation réelle des travailleurs ?

Faut-il créer une nouvelle Bourse, qui soit indépendante des spéculations, et dont les valeurs ne puissent refléter que le prix réel des entreprises ?

Tel est le challenge auquel il va falloir faire face.

Raymond Guillaume

Géologue

Docteur en Sciences Politiques

rayguill@numericable.fr